

conférence

C
C 89/2-Sup.1
Septembre 1989

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

F

Vingt-cinquième session

Rome, 11 - 30 novembre 1989

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE EN 1989

Le présent document constitue une mise à jour, jusqu'en septembre 1989, du document C 89/2, section par section. La section consacrée à la situation économique mondiale a été mise à jour principalement sur la base des données publiées en avril 1989 par le FMI dans World Economic Outlook; un examen des répercussions de la situation macroéconomique sur l'agriculture y a été ajouté. La section sur l'agriculture et l'alimentation contient des estimations provisoires de la production alimentaire et agricole en 1989 ainsi que des estimations des échanges agricoles en 1988, et on y examine l'évolution récente du secteur agricole dans une optique à long terme. Enfin, les sections consacrées aux pêches et aux forêts présentent des estimations de la production et des échanges en 1988 et abordent différents sujets d'actualité dans ces deux sous-secteurs.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Panorama économique mondial	1-23
Croissance et emploi	2-4
Echanges commerciaux, prix des produits de base et comptes extérieurs	5-8
Inflation, taux d'intérêt et monnaies	9-12
Dette extérieure	13-16
Environnement macroéconomique et agriculture	17-23
Agriculture et alimentation	24-55
La production agricole et alimentaire en 1988-89	24-27
Stocks céréaliers, sécurité alimentaire et aide alimentaire	28-31
Crises alimentaires en Afrique	32-37
Crises alimentaires dans d'autres régions en développement	38
Aide alimentaire	39-40

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>
Ravageurs et maladies	41-47
La lucilie bouchère	41-44
Situation acridienne	45-47
Prix des engrais en 1989	48-50
Evolution récente dans une optique à long terme	51-55
Echanges de produits agricoles	56-65
Prix d'exportation des produits agricoles et termes de l'échange	63-65
Aide extérieure à l'agriculture	66-67
Pêches	68-80
Production en 1988	68-71
Echanges commerciaux en 1988	72-74
Evaluation et perspectives	75-80
Forêts	81-93
Production et échanges en 1988	81-86
Surtaxe sur les importations	87-88
Menaces sur l'Amazonie	89-92
Les forêts en Europe	93

PANORAMA ECONOMIQUE MONDIAL

1. Les tendances et caractéristiques de la situation macroéconomique mondiale restent pour l'essentiel les mêmes que celles décrites dans le document C 89/2, mais certaines corrections ont été apportées aux principaux indicateurs économiques et financiers pour 1988, et des estimations sont présentées pour 1989.

Croissance et emploi

2. La production de biens et services s'est accrue de 4,1 pour cent en 1988, soit plus qu'on ne l'avait indiqué précédemment (Tableau 1). Elle a en effet augmenté plus que prévu dans les pays industriels et, surtout, dans le monde en développement grâce au dynamisme de l'Asie - et notamment des nouveaux pays industriels de la côte Pacifique - et, dans une moindre mesure, du Moyen-Orient. En revanche, en Afrique ainsi que dans la région Amérique latine et Caraïbes, la croissance économique a été encore inférieure aux prévisions antérieures, pourtant déjà pessimistes.

3. Dans les pays industriels, en Asie et au Moyen-Orient, l'accélération de la croissance économique a eu un impact positif sur l'emploi. Le pourcentage de chômeurs est tombé à un niveau jamais vu depuis plus de 14 ans aux Etats-Unis, et depuis 1982 au Japon. L'amélioration de l'emploi a été moins marquée dans les pays européens: à la fin de 1988, le pourcentage de chômeurs n'était en baisse que d'un demi-point par rapport au taux maximum de 1986. Le peu d'informations dont on dispose pour les pays en développement indiquent que le taux de chômage varie beaucoup d'une région à l'autre, selon que la croissance économique y est forte ou faible. C'est en Afrique ainsi que dans la région Amérique latine et Caraïbes qu'il est le plus élevé.

4. On s'attend pour 1989 à un ralentissement de la croissance dans toutes les régions, sauf en Afrique. Ce ralentissement ne saurait manquer de se répercuter sur l'emploi et de freiner la demande de produits alimentaires et agricoles. Il est probable que la croissance de l'économie mondiale retombera à son taux moyen de 1985-87. L'expansion de la production devrait être un peu plus rapide que l'année précédente en Afrique où l'activité économique reste cependant déprimée. En outre, on ne s'attend à aucune amélioration notable de la répartition de la croissance entre les régions. C'est donc en Afrique et dans la région Amérique latine et Caraïbes que la demande de produits agricoles restera la plus faible.

Echanges commerciaux, prix des produits de base et comptes extérieurs

5. En 1988, selon les estimations du GATT, les échanges de marchandises ont augmenté de 8,5 pour cent en volume - soit plus que les estimations antérieures et que les 5,5 pour cent de 1987, et autant qu'en 1984, l'année record de la décennie - et de 14 pour cent en valeur. Alors que leur progression avait surtout été due aux importations des Etats-Unis en 1984, leur dynamisme en 1988 est à mettre à l'actif d'un nombre relativement important de pays, notamment de pays industriels et de ceux des pays en développement qui participent le plus aux échanges. Le monde en développement est, de tous les groupes de pays, celui où la demande

TABLEAU 1. VARIATIONS ANNUELLES DE CERTAINS INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS, 1980-88

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989 a/
..... %									
Production									
Pays industrialisés	1.5	-0.3	2.8	4.9	3.4	2.6	3.4	4.1	3.3
Pays en développement	1.9	2.2	2.2	4.1	3.6	4.2	3.3	4.3	3.3
Afrique	1.9	2.5	-0.9	0.5	3.5	2.2	1.2	1.7	2.3
Asie	5.9	5.4	7.8	8.2	6.7	6.6	7.2	9.0	6.4
Moyen-Orient	-1.3	1.3	1.7	0.1	-1.4	0.9	-1.6	3.9	2.3
Hémisphère occidental	0.3	-0.8	-2.7	3.7	3.6	4.1	2.6	0.9	0.8
Monde	1.8	0.7	2.8	4.5	3.4	3.2	3.2	4.1	3.3
Prix à la consommation									
Pays industrialisés	10.1	7.5	4.9	4.7	4.1	2.3	2.9	3.2	3.8
Pays en développement	25.8	25.2	32.4	38.2	39.7	31.1	40.5	67.1	45.5
Afrique	20.8	13.1	17.9	20.8	13.3	14.4	15.0	18.8	15.1
Asie	10.4	6.4	6.7	7.3	7.1	9.1	9.8	14.6	10.0
Moyen-Orient	15.1	12.9	12.0	14.4	17.0	18.2	19.3	18.8	14.6
Hémisphère occidental	60.8	66.8	108.6	133.0	144.9	87.8	130.0	277.6	154.9
Ratio du service de la dette b/									
Pays en développement	16.2	19.7	18.6	20.0	21.3	23.0	20.3	19.6	18.9
Afrique	17.0	21.2	22.9	26.6	29.1	29.1	25.4	28.8	29.0
Asie	9.9	12.3	11.9	12.3	14.4	14.5	14.8	11.4	10.6
Moyen-Orient	5.0	6.5	8.3	10.0	10.3	14.0	12.6	12.8	12.6
Hémisphère occidental	43.9	54.0	43.3	42.7	42.1	47.2	37.0	41.6	43.2
.....milliards de dollars E.-U.....									
Solde de la balance des opérations courantes									
Pays industrialisés	-15.8	-19.5	-18.0	-57.3	-67.1	-17.5	-44.6	-59.0	-67.0
Etats-Unis	6.9	-8.7	-46.3	-107.1	-115.1	-138.8	-154.0	-135.3	-139.3
Japon	4.8	6.9	20.8	35.0	49.2	85.8	87.0	79.5	84.0
Rép. Féd. d'Allemagne	-3.6	5.1	5.3	9.9	16.6	39.3	45.0	48.5	49.7
Autres pays industrialisés	-23.9	-22.8	2.1	4.9	-1.7	-3.8	-22.7	-51.6	-61.4
Pays en développement	-49.1	-83.4	-62.4	-31.4	-26.0	-42.2	1.4	-19.1	-19.4
Afrique	-22.1	-21.3	-12.2	-8.0	-0.6	-9.6	-5.3	-9.5	-7.8
Asie	-18.6	-16.5	-14.2	-4.2	-14.0	3.9	21.6	10.0	8.8
Moyen-Orient	48.5	5.0	-19.4	-13.7	-3.6	-17.2	-3.8	-11.7	-10.4
Hémisphère occidental	-43.0	-42.5	-10.9	-2.5	-4.7	-17.3	-12.0	-11.5	-11.5

Note: Les régions du FMI employées ci-dessus sont assez semblables aux régions de la FAO utilisées dans le reste du document. Hémisphère occidental s'entend de la région Amérique latine et Caraïbes, et Asie de l'Extrême-Orient.

a/ Chiffres préliminaires.

b/ Service de la dette (intérêts et amortissement de la dette à long terme) en pourcentage des exportations de biens et services.

Source: FMI, World Economic Outlook, avril 1989.

d'importation a le plus progressé (16 pour cent en valeur). Les perspectives sont en général encourageantes pour 1989, même si le ralentissement de la croissance économique mondiale risque de freiner un peu l'expansion du commerce international.

6. Selon l'indice de la Banque mondiale, les prix des produits autres que le pétrole ont augmenté de 20 pour cent de 1987 à 1988. Ils ont généralement continué à s'affermir durant les premiers mois de 1989. Les prix moyens ont augmenté d'environ 6 pour cent entre janvier-mai 1988 et 1989. En ce qui concerne les produits agricoles, les prix à l'exportation des céréales et des graines oléagineuses sont restés fermes durant le premier semestre de 1989 mais ont ensuite faibli en prévision de fortes augmentations de la production en 1989. Les cours du pétrole ont légèrement augmenté durant les premiers mois de 1989 mais ont recommencé à fléchir à la fin d'avril.

7. L'ajustement des gros déséquilibres des comptes courants des trois plus grands pays industriels a eu tendance à ralentir au deuxième semestre de 1988 et pendant les premiers mois de 1989 et on s'attend à une légère aggravation pour l'année (Tableau 1). Toutefois, en proportion de leur PNB, le solde courant de ces pays devrait se stabiliser en 1989 et 1990. On prévoit une forte augmentation pour les autres pays industriels (61,4 milliards de dollars en 1989, contre 22,7 milliards en 1987).

8. Le solde de la balance courante des pays en développement, légèrement positif en 1987, est redevenu négatif en 1988, à cause principalement de la réduction de l'excédent des pays asiatiques et de la forte augmentation du déficit du Proche-Orient. On prévoit que le déficit des pays en développement sera d'environ 19 milliards de dollars en 1989, c'est-à-dire du même ordre qu'en 1988.

Inflation, taux d'intérêt et monnaies

9. Tout en restant généralement modérée, l'inflation a repris dans plusieurs pays industriels et est ainsi redevenue l'un de leurs soucis majeurs. Dans le monde industrialisé pris dans son ensemble, elle a été de 3,2 pour cent en 1988. Elle ne devrait pas dépasser 3,8 pour cent en moyenne en 1989, mais on s'attend toutefois à ce que la hausse des prix soit comprise entre 5 et 8 pour cent dans certains pays, notamment les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie.

10. Les perspectives demeurent incertaines pour les pays en développement mais on s'attend, après la hausse spectaculaire des prix en 1988, à ce que les pressions inflationnistes s'atténuent un peu en 1989. Cette amélioration sera principalement due aux mesures anti-inflationnistes qui ont récemment été prises, notamment dans la région Amérique latine et Caraïbes. Il n'en demeure pas moins que l'inflation demeurera, dans beaucoup de pays en développement, l'un des problèmes les plus graves.

11. La crainte de l'inflation a poussé plusieurs pays industriels à durcir leur politique monétaire. Les taux d'intérêt ont nettement augmenté au premier semestre de 1989. Ainsi, de juin 1988 à juin 1989, le LIBOR¹ (six

1 LIBOR = Taux interbancaire moyen des eurodollars à Londres, qui détermine dans une large mesure les taux d'intérêt sur les prêts internationaux.

mois) est passé de 7,6 à 9,4 pour cent et le taux de base, aux Etats-Unis, de 9,0 à 11,5 pour cent, après quoi l'un et l'autre ont fléchi.

12. Tout en restant généralement stables, les taux de change des grandes monnaies ont été plus sensibles aux écarts entre taux d'intérêt, qui sont devenus favorables aux avoirs libellés en dollars. Le billet vert s'est apprécié d'environ 6 pour cent vis-à-vis du DTS entre le dernier trimestre de 1988 et mars-mai 1989. Durant la même période, le Yen et le Deutsche mark ont perdu 2-3 pour cent vis-à-vis du DTS.

Dettes extérieures

13. La dette extérieure des pays en développement a globalement continué à s'alourdir en 1988, mais assez lentement (un pour cent en valeur nominale, ce qui l'a portée à 1 240 milliards de dollars selon les estimations du FMI). Par ailleurs, l'augmentation des recettes d'exportation de ces pays a été relativement forte. Il n'empêche que le ratio du service de la dette n'a diminué qu'en Asie où l'on s'attend à ce qu'il baisse encore un peu en 1989. En revanche, il a nettement augmenté en Afrique, dans la région Amérique latine et Caraïbes ainsi que dans le groupe des 15 pays très endettés et on prévoit qu'il continuera à beaucoup augmenter en 1989 dans ce dernier groupe de pays à moins que la hausse des taux d'intérêt au premier semestre de 1989 ne soit compensée par une baisse les mois suivants. En outre, selon des estimations provisoires de la Banque mondiale, les transferts nets (rentrées moins service de la dette) des pays en développement vers les autres pays au titre de la dette à long terme, publique et privée, ont atteint le chiffre sans précédent de 43 milliards de dollars en 1988.

14. La dette a été au centre de nombreuses discussions et négociations ces derniers mois. Une importante initiative a été présentée le 10 mars 1989 par le Secrétaire américain au Trésor, N. Brady, qui a demandé au FMI et à la Banque mondiale de fournir des fonds, dans le cadre de leurs programmes de prêt à l'appui des politiques, pour alléger la dette ou le service de la dette. Ces financements, qui s'ajouteraient à de nouveaux prêts bancaires, iraient aux pays endettés s'engageant à mener des programmes d'ajustement économique approuvés par les institutions de Bretton Woods.

15. L'impact potentiel de cette initiative demeure incertain. L'une des principales questions est de savoir si des ressources financières suffisantes sont ou seront mises à la disposition de la Banque mondiale et du FMI pour contribuer à une réduction notable de la dette. Une autre question très débattue concerne la réduction des taux d'intérêt qui, tout en étant le moyen le plus direct de combattre les hémorragies de ressources dont souffrent les pays débiteurs, est considérée par certains comme comportant de grands risques pour les institutions financières internationales. Il n'empêche qu'il s'agit d'une question capitale. Avec des taux d'intérêt à 10 pour cent, un pays débiteur n'économise que 10 cents la première année si l'on réduit sa dette d'un dollar. C'est une économie bien modeste, facilement annulée par une hausse des taux d'intérêt. On estime par exemple que, dans le cas du Mexique, une réduction d'un tiers des paiements du service de la dette compenserait à peine la hausse des taux d'intérêt en dollars l'an dernier.

16. Dans le cas du Mexique, toutefois, l'accord global conclu avec les banques créancières à la fin de juillet semble marquer un net progrès. Cet accord, qui concerne la moitié environ de la dette mexicaine (53 milliards de dollars E.-U. sur 107 milliards), laisse aux banques commerciales le choix entre trois options: échanger leurs créances contre des obligations

sur 30 ans, moyennant une décote de 35 pour cent; échanger leurs créances contre des obligations sur 30 ans portant un taux d'intérêt fixe de 6,5 pour cent (contre un taux du marché de l'ordre de 10 pour cent); fournir de nouveaux prêts sur quatre ans à raison de 25 pour cent des engagements à moyen et long terme de chaque banque. Pour appuyer la conversion en obligations, le FMI, la Banque mondiale, le Mexique et le Japon apporteront sept milliards de dollars. Cet accord, dont l'impact dépendra des décisions des différentes banques, devrait permettre de beaucoup alléger la dette. On peut espérer que des accords du même type seront conclus avec d'autres pays endettés.

Environnement macroéconomique et agriculture

17. La situation économique décrite plus haut a beaucoup de répercussions sur l'alimentation et l'agriculture, notamment dans le monde en développement.

18. Les prix de certains produits agricoles se sont affermis, ce qui a profité à quelques pays en développement, mais cela n'a pas été le cas des principaux produits exportés par le tiers monde. Au premier trimestre de 1989, les cours du cacao, du thé, du coton et du café sont restés inférieurs à leur niveau moyen du premier trimestre de 1988. Le sucre a été une notable exception. La hausse des cours des céréales a été une mauvaise nouvelle pour les pays en développement, exception faite de la dizaine de pays qui normalement exportent plus de céréales qu'ils n'en importent, et elle a pesé sur les finances de beaucoup de pays et notamment des pays à bas revenu. L'augmentation des cours du pétrole au début de 1989 a apporté une bouffée d'oxygène aux pays exportateurs d'or noir, dont plusieurs souffrent d'un gros déficit courant, mais les nombreux pays importateurs nets de pétrole ont dû payer plus cher leur énergie ainsi que les intrants et la technologie à base de pétrole. Si la tendance récente à une baisse des prix du pétrole brut persiste, la situation financière des exportateurs se détériorera mais les importateurs verront diminuer le coût de leurs importations.

19. Les prévisions concernant la croissance économique et la demande ne sont guère favorables à l'agriculture. On s'attend, pour 1989, à ce que la croissance du PIB réel par habitant ralentisse nettement en Asie et à ce qu'elle soit négative en Afrique, au Proche-Orient et dans la région Amérique latine et Caraïbes, et on prévoit une aggravation du chômage. La demande intérieure de produits alimentaires et autres produits agricoles devrait donc être peu dynamique. Il en va de même de l'investissement agricole. On manque d'informations à ce sujet, mais, selon les estimations, la formation totale de capital est tombée en Afrique de 26 pour cent du PIB en 1981 à 18 pour cent en 1988 et 1989, ce qui montre l'ampleur de ce problème, auquel se trouvent aussi confrontés certains pays du Proche-Orient, de l'Amérique latine et des Caraïbes.

20. La demande de produits agricoles a aussi souffert dans les pays en développement de la forte poussée des prix à la consommation en 1988 et des pressions inflationnistes encore très vives cette année. Dans beaucoup de pays, et notamment dans la région Amérique latine et Caraïbes ainsi qu'en Afrique, les prix alimentaires ont eu tendance à augmenter encore plus vite que d'autres prix à la consommation ces dernières années, et notamment en 1988, ce qui a aggravé l'inflation et freiné la demande alimentaire. Ce sont les salariés et groupes à bas revenu - qui représentent une demande potentielle particulièrement forte de produits alimentaires dans les pays en développement - qui souffrent nécessairement le plus de l'inflation.

21. Le haut niveau des taux d'intérêt durant le premier semestre de 1989, l'appréciation du dollar et l'augmentation du ratio du service de la dette dans la plupart des pays en développement ont accru les pressions exercées sur l'agriculture pour chercher à en tirer un maximum de recettes d'exportation, ce qui a aggravé dans certains cas les problèmes d'approvisionnement du marché intérieur. Ces facteurs se sont aussi répercutés négativement sur les apports de capitaux extérieurs pour l'investissement agricole et sur l'importation d'intrants indispensables aux agriculteurs. Les taux d'intérêt ont récemment diminué, ce qui atténuera ces pressions. Ils demeurent néanmoins relativement élevés.

22. Le ralentissement prévu de la croissance économique et de la demande intérieure dans les pays industrialisés freinera l'expansion, déjà très modeste, de la demande de produits agricoles exportés par les pays en développement². Selon une étude récente, une réduction d'un point par an de la croissance projetée du PNB des pays industrialisés durant la période 1989-94 entraînerait une baisse de 1,5 pour cent par an du volume des exportations des pays débiteurs nets (tels que définis par le FMI) durant la période 1991-94³. C'est la croissance des exportations d'articles manufacturés des pays asiatiques qui ralentirait le plus mais les exportations des pays de la région Amérique latine et Caraïbes ainsi que d'Afrique, qui se composent pour une grande part de produits agricoles, diminueraient aussi (de 0,8 à 0,9 pour cent par an).

23. L'URSS et l'Europe orientale se sont lancées dans de vastes programmes de réforme économique, mais les moyens utilisés et le rythme des transformations varient selon les pays. On notera surtout que le processus s'accélère en URSS et que des ajustements économiques de grande ampleur se poursuivent en Hongrie et en Pologne. La libéralisation des marchés est l'un des aspects importants de ces réformes dont on reconnaît en général qu'elles sont indispensables pour accélérer la croissance du secteur agricole mais dont l'impact a été pour l'instant inégal.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

La production agricole et alimentaire en 1988-89

24. On estime désormais que la production agricole et alimentaire a augmenté en 1988 d'environ 1 pour cent par rapport à l'année précédente (Tableau 2). Les estimations antérieures, qui concluaient à une stagnation, ont en effet été révisées⁴. La révision en hausse la plus importante concerne le monde en développement: la production agricole a été plus abondante dans toutes les régions et notamment en Extrême-Orient. Dans le monde développé, la baisse de la production agricole et alimentaire en 1988

2 De 1988 à 1989, la croissance, en valeur réelle, de la demande intérieure totale devrait tomber de 3 à 2,8 pour cent aux Etats-Unis, de 7,7 à 5 pour cent au Japon, et de 4 à 3 pour cent en Europe occidentale.

3 FMI, World Economic Outlook, avril 1989. Le Groupe des pays débiteurs nets comprend 126 pays.

4 Les premières estimations de la production mondiale d'une année donnée sont établies en septembre de cette même année. Elles sont peu à peu révisées, au fur et à mesure que l'on dispose d'informations plus complètes. Ainsi, les estimations de la croissance de la production alimentaire, de 1987 à 1988, ont varié entre +2,6 et +4,3 pour cent pour le monde en développement et entre -2,7 et -3,2 pour cent pour le monde développé.

a été un peu moins prononcée qu'on ne l'avait précédemment estimé et la forte révision en hausse opérée pour l'Amérique du Nord compense pratiquement l'ajustement en baisse de la production de la région Europe orientale et URSS.

25. Le volume de la production de 1989 dépendra de ce qui se passera au dernier trimestre, notamment dans l'hémisphère sud. Les premières estimations sont les suivantes:

- Il est probable que la croissance de la production agricole et, surtout, de la production alimentaire sera nettement supérieure à la moyenne des années 80. Cela tiendra principalement au redressement de la production végétale de l'Amérique du Nord, durement éprouvée par la sécheresse en 1988, mais aussi à la forte augmentation prévue en Europe orientale et URSS. En Europe occidentale et dans les pays asiatiques à économie planifiée, la production devrait un peu se redresser, après le tassement de 1988. En revanche, on s'attend à ce que sa croissance ralentisse en Océanie ainsi que dans toutes les régions en développement à économie de marché.
- En 1989, selon les estimations actuelles, la production agricole diminuera par rapport à l'année précédente dans la région Amérique latine et Caraïbes ainsi qu'au Proche-Orient. En Afrique, le redressement de l'an dernier sera apparemment sans lendemain: on s'attend en effet à une quasi-stagnation de la production vivrière, soit une baisse de l'ordre de 3 pour cent par habitant. Dans toutes les régions en développement, exception faite de l'Extrême-Orient, le taux de croissance de la production sera probablement inférieur au taux moyen des années 80. En ce qui concerne la Chine, on prévoit que le recul de 1988 sera suivi par une forte augmentation de la production végétale et de la production animale, mais sans que la croissance de la production végétale vivrière soit aussi rapide qu'au début des années 80.

26. Le Tableau 3 indique l'évolution de la production agricole, produit par produit. Les faits saillants sont les suivants:

- On estime que la production mondiale de céréales, peu abondante en 1988, augmentera de 5,9 pour cent en 1989, soit moins qu'on ne l'avait précédemment prévu. Pour la troisième année de suite, elle serait ainsi inférieure à la consommation, de sorte que les stocks devraient continuer à diminuer. L'augmentation de la production mondiale sera essentiellement due au monde développé et notamment au Canada et aux Etats-Unis. On prévoit que la production de blé sera en hausse de 5,5 pour cent grâce à un redressement en Amérique du Nord, à des récoltes records en Asie et à une expansion dans la CEE ainsi qu'en Europe orientale et en URSS. La production de céréales secondaires, faible en 1988, devrait s'accroître de 9 pour cent. Elle devrait beaucoup augmenter dans le monde développé et notamment en Amérique du Nord, ce qui fera plus que compenser la contraction de la production, très abondante l'année précédente, de pays en développement comme l'Argentine ou des pays asiatiques gros producteurs tels que l'Inde et la Turquie. Pour le riz, les perspectives de récolte sont bonnes dans

TABLEAU 2. VARIATIONS ANNUELLES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE, AGRICOLE, VEGETALE ET ANIMALE
DANS LE MONDE ET DANS LES REGIONS

	Production alimentaire		Production agricole		Production végétale		Production animale	
	De 1987 à 1988	De 1988 à 1989*	De 1987 à 1988	De 1988 à 1989*	De 1987 à 1988	De 1988 à 1989*	De 1987 à 1988	De 1988 à 1989*
Pays en développement à économie de marché	5.6	1.3	5.2	1.3	6.1	1.1	2.4	2.4
Afrique	4.7	0.1	4.5	0.8	6.2	0.6	2.7	2.5
Extrême-Orient	8.1	3.7	7.6	3.8	8.8	3.8	4.7	3.8
Amérique latine	3.1	-1.0	2.5	-1.0	2.0	-1.3	2.3	1.1
Proche-Orient	4.5	-2.2	4.6	-1.8	6.3	-5.0	1.7	2.6
Pays d'Asie à économie planifiée	1.3	3.2	1.7	3.5	0.2	3.0	5.3	4.2
Ensemble des pays en développement	4.3	1.8	4.1	1.8	4.1	1.7	3.8	3.0
Pays développés à économie de marché	-3.9	5.9	-3.6	5.4	-8.6	9.3	1.1	0.3
Amérique du Nord	-8.4	12.7	-7.7	11.4	-17.3	18.6	2.5	0.8
Océanie	5.4	0.6	5.8	0.5	9.5	2.1	4.6	0.1
CEE (12)	-2.1	1.5	-2.0	1.5	-2.4	1.2	-0.6	-0.3
Europe occidentale, moins CEE	0.2	2.5	-0.2	2.6	5.9	4.9	0.6	
Europe orientale et URSS	-0.9	3.8	-0.7	3.6	-4.1	4.0	1.6	1.8
Ensemble des pays développés	-3.0	5.3	-2.8	4.8	-7.1	7.5	1.3	0.8
Total mondial	0.9	3.4	1.0	3.2	-0.3	3.9	2.1	1.6

..... %

* Chiffres préliminaires.

Source: FAO. A partir d'informations disponibles au 31 août 1989.

TABLEAU 3. PRODUCTION AGRICOLE, PAR PRODUIT

	Pays développés		Pays en développement		Monde	
	Variation 1988 à 1989		Variation 1988 à 1989		Variation 1988 à 1989	
	1988	1989a/	1988	1989a/	1988	1989a/
	millions de t. %		millions de t. %		millions de t. %	
Production céréalière totale b/	775.0	874.1	982.3	986.5	1 757.3	1 860.6
Blé	294.1	310.7	215.1	226.6	509.2	537.3
Riz (paddy)	25.4	26.0	464.6	474.0	490.0	500.0
Céréales secondaires	455.4	537.4	302.7	285.9	758.1	823.3
Plantes racines légumineuses à grains	197.1	210.0	377.7	379.7	574.8	588.7
Graines oléagineuses	19.3	20.3	36.0	36.9	55.4	57.2
Sucre centrifugé (brut)	42.7	43.2	60.9	62.1	103.6	105.2
Fèves de cacao	0	0	2.2	2.4	2.2	2.4
Café	0	0	5.5	5.5	5.5	5.5
Thé	0.3	0.3	2.3	2.2	2.6	2.5
Fibre de coton	6.8	5.8	11.1	11.3	17.9	17.1
Tabac	1.8	2.0	5.0	5.3	6.8	7.3
Production totale de viande	102.6	102.9	62.3	63.9	164.9	166.8
Production totale de lait	383.3	386.2	142.3	145.8	525.6	532.0
Oeufs de poule	19.6	19.5	15.5	16.0	35.0	35.5

a/ Chiffres préliminaires.

b/ Y compris le riz en équivalent paddy.

N.B.: Les pourcentages ont été calculés à partir de chiffres non arrondis.

Source: FAO. A partir des informations disponibles au 31 août 1989.

la plupart des principaux pays producteurs d'Asie, de sorte que l'on s'attend à une production de 500 millions de tonnes en 1989, soit environ 2 pour cent de plus que le record de 1988 et près d'un tiers de plus qu'il y a dix ans.

- On prévoit que la production de sucre augmentera de 1,5 pour cent: elle s'accroîtra dans l'ensemble un peu en Extrême-Orient ainsi qu'en Europe orientale et en URSS, restera pratiquement inchangée en Amérique du Nord et en Europe occidentale et diminuera en Amérique latine.
- Il est improbable que la production de café soit plus abondante qu'en 1988 car son augmentation au Brésil et en Côte d'Ivoire sera vraisemblablement annulée par une baisse dans d'autres grands pays producteurs tels que la Colombie, l'Angola, le Rwanda et le Kenya.
- On s'attend à ce que la production de cacao augmente de 9 pour cent en 1989. Comme c'est le cas depuis quelques années, elle sera supérieure à la consommation, de sorte que les stocks, déjà volumineux, gonfleront encore.
- La production de fibre de coton devrait diminuer à cause principalement d'une réduction de plus de 10 pour cent en Amérique du Nord. Elle risque de ne guère s'accroître dans le monde en développement car son augmentation en Extrême-Orient et dans certains grands pays producteurs tels que l'Egypte sera sans doute en partie annulée par un tassement dans la plupart des autres pays où les conditions de culture sont en général médiocres.
- La production de graines oléagineuses devrait être beaucoup plus abondante qu'en 1988. Elle diminuera nettement en France, en Turquie et en URSS mais cette diminution sera plus que compensée par une expansion, non seulement en Amérique du Nord et - sauf en Argentine - en Amérique latine (avec une augmentation de 29 pour cent de la récolte brésilienne de soja) mais aussi, dans une moindre mesure, en Afrique et en Extrême-Orient.
- La croissance de la production de produits animaux ralentira probablement, surtout dans le monde développé. En effet, les prix des aliments pour animaux, dont l'offre est peu abondante, sont relativement élevés et plusieurs pays européens continuent par ailleurs à s'efforcer de résorber leurs excédents structurels.

27. Le nombre de pays en développement où la production vivrière par habitant diminuera, c'est-à-dire où la production vivrière n'arrivera pas à suivre le rythme de la croissance démographique, sera nettement plus élevé qu'en 1988. Au total, 70 pays sur 108 seront vraisemblablement dans ce cas en 1989, contre seulement 56 en 1988, année exceptionnellement bonne (Tableau 4). La production vivrière par habitant risque ainsi de diminuer dans les trois quarts des pays africains, dans environ les deux tiers des pays de la région Amérique latine et Caraïbes ainsi que du Proche-Orient et dans 37 pour cent des pays d'Extrême-Orient. Toutefois, elle devrait augmenter dans plusieurs pays en développement très peuplés, notamment en Asie (Chine, Indonésie, Malaisie, Inde, Pakistan) et aussi en Egypte, en Côte d'Ivoire et en Ethiopie. En revanche, elle diminuera probablement dans tous les grands pays d'Amérique latine et des Caraïbes, à l'exception notable de la Colombie.

TABLEAU 4. VARIATION DE LA PRODUCTION VIVRIERE PAR HABITANT
DE 1988 A 1989

Variation	Pays en développement	Pays développés
Plus de 10%	République dominicaine, Madagascar	Canada, Etats-Unis
De 5,01 à 10%	Côte d'Ivoire, Paraguay, Tunisie, Laos, Maurice	Afrique du Sud, Finlande, Portugal, Yougoslavie
De 3,01 à 5%	Chili, Uruguay, Chypre, Réunion, Martinique	Espagne, Japon
De 0,1 à 3%	Inde, Colombie, Ombres, Guatemala, Chine, Malaisie, Viet Nam, République centrafricaine, Bhoutan, Cameroun, Sierra Leone, Egypte, Singapour, Iraq, Ethiopie, Indonésie, Panama, Tonga, Pakistan, Birmanie, Guadeloupe, République de Corée, Thaïlande, Libye, Porto Rico, Samoa	Hongrie, Grèce, République démocratique allemande, Bulgarie, URSS, Pays-Bas, Danemark, Italie, Roumanie, Royaume-Uni, Tchécoslovaquie, Norvège, Pologne, Suède, France, Belgique, Luxembourg
De 0 à -3%	Malawi, Mauritanie, Bangladesh, Somalie, Congo, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Trinité-et-Tobago, Venezuela, République populaire démocratique de Corée, Mali, Costa Rica, Ouganda, Philippines, Fidji, Mexique, Bolivie, Namibie, Ghana, Mongolie, Mozambique, Suriname, Iran, Gabon, Guyana, El Salvador, Barbade, Rwanda, Tchad, Cuba, Nigéria, Libéria, Swaziland, Zaïre, Gambie, Maroc, République démocratique populaire du Yémen	Nouvelle-Zélande, Suisse, Islande, Australie, Autriche, Malte, Albanie, Israël, République fédérale d'Allemagne
De -3,01 à -5%	Brsil, Pérou, Cap-Vert, Honduras, Burkina Faso, Guinée, Népal, Guinée-Bissau, Angola	Irlande
De -5,01 à -10%	Haïti, Sri Lanka, Kenya, Togo, Jamaïque, Arabie saoudite, Bénin, Argentine, Équateur, Kampouchea démocratique, Jordanie, Algérie, Soudan, Botswana, Sénégal, Tanzanie, Turquie	
Baisse de plus de 10 %	Zimbabwe, Burundi, Nicaragua, Lesotho, Niger, Syrie, République arabe du Yémen, Zambie	

Source: FAO

Stocks céréaliers, sécurité alimentaire et aide alimentaire

28. La contraction des approvisionnements céréaliers dans les principaux pays producteurs en 1988 ne peut manquer d'avoir des répercussions sur la sécurité alimentaire en 1989. La réduction des disponibilités exportables, la hausse des cours internationaux et la diminution prévue de l'aide alimentaire (voir section sur l'aide alimentaire) aggravent les difficultés des pays à bas revenu et à déficit vivrier qui ont besoin d'importer plus. On annonce une reprise de la production mondiale de céréales en 1989, après le recul observé l'année précédente à cause de la sécheresse, mais les stocks devraient rester proches, à la fin de la campagne 1989/90, du niveau minimum jugé nécessaire par la FAO pour la sécurité alimentaire mondiale.

29. Selon les estimations, les stocks céréaliers sont tombés à 399 millions de tonnes à la fin de la campagne 1987/88 - soit 52 millions de tonnes (12 pour cent) de moins qu'un an auparavant - et, à la suite d'une baisse sans précédent, à 305 millions de tonnes à la fin de la campagne 1988/89 (121 millions de tonnes de blé, soit 18 pour cent de moins qu'à la fin de la campagne précédente, 141 millions de tonnes de céréales secondaires, soit une baisse de 33 pour cent, et 43 millions de tonnes de riz usiné, soit 6,4 pour cent de plus que le très faible niveau de 1987/88). La quasi-totalité de cette réduction est apparemment imputable aux grands pays exportateurs et surtout aux Etats-Unis. Un volume de 305 millions de tonnes représente à peine 17 pour cent de la consommation prévue en 1989/90, contre les 17 ou 18 pour cent jugés nécessaires au minimum par la FAO pour la sécurité alimentaire mondiale.

30. Selon de premières prévisions, les stocks de céréales devraient tomber aux alentours de 290 millions de tonnes à la fin de la campagne 1989/90, soit 5 pour cent de moins qu'en début de campagne. Encore faudrait-il que l'augmentation de la production de céréales en 1989 soit conforme aux prévisions et que l'utilisation totale en 1989/90, même si elle est plus forte que l'année précédente demeure inférieure à la tendance.

31. La situation est particulièrement préoccupante pour le blé. On prévoit en effet que les stocks mondiaux, déjà peu abondants à l'ouverture, diminueront de 8 millions de tonnes en 1989/90 et tomberont ainsi à 113 millions de tonnes en fin de campagne. Si tel est le cas, leur réduction totale entre 1987/88 et 1989/90 sera de 60 millions de tonnes (plus de 30 pour cent) et les stocks des principaux exportateurs tomberont globalement à un niveau jamais vu depuis la crise alimentaire mondiale du début des années 70.

Crises alimentaires en Afrique

32. Bien que la situation alimentaire de l'Afrique se soit dans l'ensemble améliorée en 1988-89, de graves difficultés persistaient au milieu de 1989 dans plusieurs pays et notamment dans le sud du Soudan et au Mozambique.

33. L'opération "survie" lancée le 1er avril 1989 par les Nations Unies a permis d'améliorer un peu la situation dans le sud du Soudan, dévasté par la guerre civile. En juin 1989, plus de la moitié des 100 000 tonnes prévues de vivres et autres secours avait déjà été livrée. L'accord qui a été conclu permet aux organismes internationaux de ravitailler les populations civiles des deux camps. Des contributions supplémentaires, en produits alimentaires et autres secours, restent nécessaires pour cette opération.

34. Au Mozambique, les pénuries alimentaires restent très graves malgré la récolte récente - 575 000 tonnes, ce qui ne couvrira même pas la moitié des besoins de céréales du pays - et on continue à signaler des morts de faim et de malnutrition, notamment dans les zones inaccessibles. Les problèmes de sécurité se sont aggravés, de sorte qu'il est de plus en plus difficile d'acheminer les secours alimentaires et de commercialiser la production agricole par route ou par voie ferrée. Il faudra organiser davantage de ponts aériens pour le ravitaillement indispensable des zones actuellement inaccessibles.

35. En août 1989, les pays suivants étaient en proie à des crises alimentaires exceptionnelles: Angola, Ethiopie, Lesotho, Malawi, Mozambique, Sierra Leone, Somalie, Soudan.

36. Jusqu'à présent, les récoltes ont été beaucoup moins abondantes que l'an dernier en Angola, au Botswana, au Lesotho et au Zimbabwe. L'Angola et le Mozambique auront besoin de beaucoup d'aide alimentaire exceptionnelle (755 000 tonnes) pour faire face aux graves problèmes occasionnés par la sécheresse, le manque d'intrants et les désordres civils. Le Malawi aura aussi besoin d'une aide alimentaire (132 000 tonnes de céréales secondaires) en 1989/90, principalement pour nourrir les réfugiés mozambicains.

37. En résumé, la situation alimentaire de la plupart des 45 pays de l'Afrique subsaharienne reste stable à la suite des récoltes supérieures à la moyenne ou records rentrées en 1988, mais des efforts doivent être faits dans l'immédiat dans quatre domaines: i) la priorité doit être donnée à l'opération survie en cours au Soudan; ii) une assistance supplémentaire des donateurs est nécessaire pour assurer le ravitaillement des zones dont l'accès est rendu difficile par les conflits en Angola et au Mozambique; iii) une assistance supplémentaire des donateurs est également nécessaire pour l'achat et la distribution interne d'excédents locaux ainsi que pour l'écoulement d'excédents exportables dans le cadre d'opérations triangulaires ou d'accords de troc; iv) des allocations supplémentaires d'aide alimentaire pour 1988/89 sont nécessaires dans 13 pays. Le "déficit" est estimé à 220 000 tonnes.

Crises alimentaires dans d'autres régions en développement

38. Des problèmes particulièrement graves d'approvisionnement alimentaire ont été signalés dans neuf autres pays en développement. La population touchée est particulièrement nombreuse en Asie (principalement Bangladesh et Viet Nam mais aussi Afghanistan, Sri Lanka et Laos). Trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes (Haïti, Nicaragua et Pérou) ainsi que le Liban, au Proche-Orient, sont aussi en proie à de graves pénuries alimentaires.

Aide alimentaire

39. La FAO estime provisoirement les expéditions d'aide alimentaire en céréales 1989/90 à environ 8,3 millions de tonnes, soit 15 pour cent de moins que l'année précédente, 38 pour cent de moins qu'en 1987/88, moins que l'objectif annuel minimum fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974 (10 millions de tonnes) et guère plus que l'engagement minimum de la Convention relative à l'aide alimentaire (7,5 millions de tonnes). Cette forte contraction s'explique principalement par la diminution prévue des

expéditions du Canada et des Etats-Unis. On estime qu'en 1989/90 l'aide alimentaire du Canada tombera à 600 000 tonnes (contre 1 million de tonnes en 1988/89) et celle des Etats-Unis à 4,5 millions de tonnes (contre 5,5 millions de tonnes).

40. A la fin d'août 1989, les contributions de 22 donateurs à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) pour 1989 s'élevaient à 394 000 tonnes de céréales et 32 000 tonnes d'autres produits. Pour les céréales, c'est un chiffre proche de la moyenne des contributions annoncées à la même date les années passées. Toutefois, une bonne partie des contributions annoncées pour 1989 ont déjà été utilisées en 1988 pour répondre à des besoins d'urgence. Le reliquat sera probablement très insuffisant pour faire face aux besoins d'urgence jusqu'à la fin de l'année.

Ravageurs et maladies

La lucilie bouchère

41. En 1989, la FAO a signalé la présence en Afrique du Nord de la lucilie bouchère américaine (*Cochliomyia hominivorax*)⁵, un parasite qui s'attaque au bétail et qui a déjà causé dans l'hémisphère occidental des millions de dollars de pertes par an. Si l'on n'agit pas, il risque de frapper le cheptel et même la population de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Europe méridionale où, jusqu'à présent, il était inconnu.

42. Il est à craindre que, dans des conditions climatiques tropicales ou subtropicales, cet insecte ne se propage rapidement. Il s'attaque aussi à la faune sauvage, plus difficile à surveiller. On peut l'éradiquer en utilisant la technique de l'insecte stérile, en contrôlant soigneusement les déplacements des animaux et en lançant un programme d'inspection et de traitement, comme cela a été fait aux Etats-Unis et au Mexique. Mais cela coûte cher.

43. Selon les informations à la disposition de la FAO, la présence de populations reproductrices a été établie. Toutefois, au 30 juin 1989, l'infestation se limitait à la Libye. Les prospections organisées dans les pays voisins n'ont pas permis de déceler la présence de ce parasite.

44. La FAO a organisé les 5 et 6 juin 1989 une réunion préparatoire en vue de l'élaboration d'une stratégie régionale de lutte contre la lucilie bouchère et d'éradication de ce parasite en Afrique du Nord. Différentes recommandations concernant les mesures devant être prises par les gouvernements, la FAO et la communauté internationale dans son ensemble ont été approuvées.

Situation acridienne

45. Des essaims, partis du sud-ouest du Mali en direction de l'est, ont traversé le nord du Burkina Faso et atteint le sud-ouest du Niger à la fin de mai 1989. Ils n'ont pas été signalés depuis lors. Ils se sont probablement dispersés mais des ailés épars ont lentement poursuivi leur route vers l'est.

5 La femelle de ce parasite est attirée par les plaies, même les plus petites (par exemple morsures de tiques). Elle y dépose des oeufs qui éclosent en quelques heures. En l'absence de traitement, le sujet atteint s'affaiblit et peut même mourir. Tous les animaux à sang chaud, y compris les hommes, sont menacés. L'insecte est pourvu d'ailes puissantes qui lui permettent de parcourir de longues distances.

46. Des bandes larvaires ont été signalées à Djibouti au début de juin et des groupes d'ailés prématures vers la fin du mois. Des infestations analogues ont probablement eu lieu dans l'ouest de la plaine côtière du nord de la Somalie, dans le sud de l'Erythrée et dans d'autres parties de l'Ethiopie. Des bandes éparses ont également été détectées en plusieurs endroits dans les montagnes de la République arabe du Yémen et dans la plaine côtière de la République démocratique populaire du Yémen.

47. A la fin d'août 1989, la situation acridienne est jugée généralement calme. Seul le Pakistan signale des infestations importantes. En Mauritanie et en République arabe du Yémen, les infestations sont plus limitées. Toutefois, les aires de reproduction estivale du Sahel et d'Asie du Sud-Ouest ont reçu des pluies abondantes et généralisées. La reproduction est déjà en cours dans ces deux zones. Elle donnera naissance à de petites bandes larvaires et à des essaims en septembre.

Prix des engrais en 1989

48. Après avoir beaucoup augmenté l'année précédente (Tableau 5), les prix de la plupart des types d'engrais ont baissé au premier semestre de 1989 par suite notamment de l'affaiblissement de la demande de grands pays importateurs, en particulier de la Chine et d'autres pays asiatiques importants. Il est probable qu'ils demeureront relativement déprimés durant le reste de l'année, à moins que de gros contrats ne soient bientôt passés.

49. En juillet 1986, les prix de l'urée étaient inférieurs de 35 pour cent à leur niveau d'un an auparavant. Le peu d'empressement de la Chine à passer des contrats a fait gonfler les stocks des principaux fournisseurs, ce qui a provoqué une baisse des prix et poussé d'autres gros importateurs à temporiser dans l'espoir que cette baisse se poursuivrait. Les prix du sulfate d'ammonium, relativement stables depuis septembre 1988, ont chuté d'environ 6 pour cent de juin à juillet à cause principalement de la concurrence entre les producteurs d'Europe orientale et de République de Corée et les fournisseurs japonais et d'Europe occidentale.

50. Les prix du phosphate diammonique ont constamment baissé en 1989 jusqu'au mois de juin, faute de demande de la part des principaux importateurs, mais ils ont ensuite augmenté de plus de 6 pour cent quand les achats de l'Inde et du Pakistan ont repris en juillet. Les prix du superphosphate triple ont baissé en 1989 par suite de la contraction des achats soviétiques. Ceux du chlorure de potassium sont restés stables au cours des sept premiers mois de l'année à cause de la réduction de la demande ainsi que de la décision de la plupart des usines canadiennes de rester fermées en juillet pour essayer de stabiliser le marché.

Evolution récente dans une optique à long terme

51. Les années 1986-88 ont marqué un tournant dans l'évolution à long terme de la production vivrière mondiale par habitant, jusque-là caractérisée par une croissance relativement régulière. Certes, la production alimentaire mondiale par habitant a connu des baisses au cours des dernières décennies (en gros, une année sur trois) et ces baisses ont parfois pris des proportions dramatiques (par exemple, en 1972-74 et 1979-80), mais, selon les données disponibles, le recul de 1986-88 (3,5 pour cent) est sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

TABLEAU 5. PRIX DES ENGRAIS A L'EXPORTATION

	Sulfate d'ammonium Europe occi- dentale	Superphosphate triple Golfe du Mexique	Chlorure de potassium Europe occi- dentale	Phosphate diammonique Golfe du Mexique
	.....\$/t			
1988				
Novembre	62	164	95	204
Décembre	63	164	95	198
1989				
Janvier	64	164	100	197
Février	64	164	104	197
Mars	64	158	104	184
Avril	64	157	104	178
Mai	64	149	104	177
Juin	63	141	104	161
Juillet	59	141	104	172

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

52. L'analyse de la production d'aliments de base par habitant dans les différentes régions et de son évolution (Tableau 6)⁶ fait notamment ressortir les résultats suivants:

- La production mondiale d'aliments de base est suffisante pour répondre aux besoins énergétiques de base de tous les habitants de notre planète, mais elle est mal répartie.

- Globalement, la production mondiale a constamment augmenté, passant de 348 kg par habitant et par an au début des années 60 à 408 kg en 1980-85, soit une augmentation de 60 kg (17 pour cent) en 20 ans. En 1986-88, elle a diminué de 11 kg (3 pour cent) par rapport aux niveaux records de 1980-85.

- La production d'aliments de base, par habitant et par an, du monde en développement est inférieure de 463 kg à celle du monde développé. Elle ne représente que 38 pour cent de celle des pays développés. En outre, l'écart s'est nettement creusé entre 1961-65 et 1986-88 car la production des pays industrialisés a augmenté de plus en plus vite par rapport à celle des pays en développement. Durant cette période, la production par habitant d'aliments de base a augmenté de 169 kg (29 pour cent) dans le monde développé et de 41 kg (17 pour cent) seulement dans le monde en développement.

- Dans le monde en développement, l'évolution de la production d'aliments de base a beaucoup varié d'une région à l'autre. Ce sont les pays asiatiques à économie planifiée qui ont fait le plus de progrès puisque leur production par habitant a augmenté de près de moitié entre 1961-65 et 1986-88 au point d'être supérieure de 22 pour cent à la moyenne des pays en développement alors qu'au début de cette période elle lui était à peu près égale. L'amélioration a aussi été très marquée dans les autres pays d'Extrême-Orient dont la production par habitant est cependant restée inférieure à la moyenne des pays en développement.

- L'évolution a été irrégulière dans la région Amérique latine et Caraïbes ainsi qu'au Proche-Orient. Dans la première de ces régions, la production par habitant est restée relativement stable entre le milieu des années 60 et la fin des années 70; elle a nettement augmenté en 1981-85 avant de retomber en 1986-88 à son niveau des années 70. Au Proche-Orient, les fluctuations ont été très marquées d'une période à l'autre mais la production par habitant a globalement stagné.

- La situation s'est nettement dégradée en Afrique où la production d'aliments de base n'a jamais réussi à suivre le rythme de la croissance démographique en 1961-65 et 1981-85 et ne l'a dépassé que légèrement en 1986-88. Au total, la production par habitant d'aliments de base a diminué de 38 kg (17 pour cent) entre 1961-65 et 1986-88. Cela est d'autant plus grave qu'une faible proportion de la production sert à l'alimentation du bétail ou à des usages non alimentaires, de sorte que l'évolution de l'offre et des prix se répercute lourdement sur la consommation humaine.

⁶ Par aliments de base, on entend les céréales, les légumineuses à grains, les racines et tubercules, en équivalent grains. La part des céréales dans le total (actuellement environ 93 pour cent dans le monde développé et 88 pour cent dans le monde en développement) a eu tendance à augmenter, notamment dans la région Amérique latine et Caraïbes.

TABLEAU 6. PRODUCTION PAR HABITANT D'ALIMENTS DE BASE (CEREALES, LEGUMINEUSES A GRAINS, RACINES ET TUBERCULES EN EQUIVALENT GRAINS) DE 1961-65 A 1986-88

Région/groupe de pays	1961-65	1966-70	1971-75	1976-80	1981-85	1986-88
..... Kg par habitant et par an						
Afrique	230	224	219	201	186	192
Extrême-Orient	222	224	228	240	254	246
Amérique latine/Caraiïbes	284	301	301	297	317	299
Proche-Orient	290	284	276	287	272	289
Pays asiatiques à économie planifiée	249	281	299	321	358	364
Total pays en développement	243	255	262	271	286	284
Amérique du Nord	968	1 064	1 162	1 304	1 390	1 194
Océanie	855	1 042	1 013	1 182	1 409	1 268
Europe occidentale	376	412	452	468	527	541
CEE	362	393	431	445	507	531
Europe orientale et URSS	647	761	805	846	769	845
Total pays développés	578	650	696	746	762	747
Monde	348	373	384	398	408	397

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques

53. Toutes ces tendances soulèvent un certain nombre de questions importantes qui ne sauraient toutefois être traitées à fond dans le présent document. Dans le monde développé, le gros soutien apporté par beaucoup de pays à leur agriculture, un progrès technique rapide et une utilisation intensive de la terre et du capital ont fait beaucoup augmenter la production vivrière par habitant, ce qui a finalement débouché sur des problèmes que nous ne connaissons que trop bien: surproduction, prix déprimés et stocks encombrants. Le fléchissement de ces dernières années s'explique, en dehors de la sécheresse qui a frappé l'Amérique du Nord en 1988, par les mesures qui ont été prises en vue de parvenir à un meilleur équilibre de l'offre et de la demande face à des cours mondiaux déprimés. La prise de conscience des problèmes de plus en plus graves causés par la surexploitation des ressources en terre et en eau et les mesures adoptées pour protéger l'environnement ont aussi joué leur rôle.

54. Dans beaucoup de pays en développement, la production d'aliments de base par habitant n'a guère progressé et a même parfois diminué, ce qui soulève plusieurs questions inquiétantes. La Révolution verte aurait-elle atteint ses limites? Peut-on, en Afrique, stopper le déclin à long terme de la production alimentaire par habitant alors que l'on prévoit que la population fera plus que doubler d'ici l'an 2020? Dans les pays asiatiques densément peuplés, la croissance de la production par habitant pourra-t-elle retrouver son rythme rapide des années passées? Rappelons qu'en Chine la production céréalière par habitant n'a pas encore dépassé son niveau record de 1984 (347 kg, contre 320 kg en 1988); en Inde, la production a dépassé son niveau record de 1983 cinq ans plus tard mais, comme il y avait 70 millions de bouches de plus à nourrir, cela ne représente aucun progrès par habitant. Bref, avons-nous affaire à un tassement provisoire de la production vivrière et faut-il considérer les années 80 comme une décennie anormale, ou sommes-nous en train d'entrer dans une nouvelle ère marquée par une croissance plus lente de la production vivrière par habitant, voire par une détérioration?

55. La question est d'autant plus inquiétante que les scientifiques sont de plus en plus nombreux à penser que l'homme altère le climat du globe. Cela aurait des effets à long terme impossibles à prédire précisément mais probablement défavorables à l'agriculture dans certaines zones, même s'ils sont favorables dans certaines autres. Nous avons connu, dans les années 80, cinq des six années les plus chaudes de notre siècle. Il n'est pas encore possible de dire dans quelle mesure il s'agit d'un phénomène cyclique ou d'une nouvelle tendance. En outre, dans les années 80, l'alimentation et l'agriculture ont souffert, dans beaucoup de pays, de toute une série de graves sécheresses et autres catastrophes climatiques. Tout cela montre combien il est important de suivre de près l'évolution des approvisionnements alimentaires mondiaux durant les années à venir, de parvenir à une croissance satisfaisante de la production vivrière et de garantir progrès économique et développement durable.

ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES

56. Les échanges de produits agricoles ont continué à beaucoup augmenter en 1988 tout en progressant un peu moins que l'ensemble des échanges de marchandises. La croissance des exportations de produits végétaux et animaux s'est accélérée pour la troisième année de suite et a été de l'ordre de

7 On citera, par exemple, le programme de mise en réserve de terres aux Etats-Unis à des fins de conservation.

14 pour cent, de sorte qu'en dollars les échanges ont dépassé de plus d'un tiers leur valeur de 1985 (Tableau 7)⁸. Le commerce des produits de la pêche a été dynamique, mais moins qu'en 1987 (voir section sur les pêches).

57. La croissance des exportations de produits végétaux et animaux a été la même dans le monde développé et dans le monde en développement. Toutefois, dans le monde développé, elle a été dynamique pour la troisième année de suite alors que, dans le monde en développement, elle avait été très inégale les années précédentes. On observe par ailleurs de fortes variations d'une région à l'autre. L'Extrême-Orient est, de toutes les régions en développement, celle dont les exportations ont le plus augmenté: 22 pour cent, c'est-à-dire deux fois plus que le taux déjà élevé de l'année précédente. L'Amérique latine/Caraïbes est la région où la reprise a été la plus marquée après le recul de 1987. Le Proche-Orient a amélioré ses résultats, déjà bons l'année précédente. Les exportations africaines de produits animaux et végétaux ont légèrement augmenté, mais beaucoup trop peu pour effacer les déconvenues des années précédentes.

58. En 1988, les exportations agricoles de toutes les régions en développement, sauf l'Afrique, ont donc beaucoup augmenté, mais leurs importations se sont accrues encore plus vite (Tableau 8). De la sorte, le taux de couverture des importations par les exportations, qui était passé de 0,9 en 1981 à 1,25 en 1986 - à cause principalement de la compression des importations par mesure d'austérité - est retombé à 1,15 en 1987 et à 1,1 en 1988. C'est en Afrique que le déséquilibre a été le plus marqué. Ses exportations et importations ont été peu dynamiques durant la période 1980-88, mais les secondes ont néanmoins augmenté plus vite que les premières. En conséquence, l'Afrique, devenue importatrice nette de produits agricoles en 1981-85, l'a de nouveau été en 1988, après la parenthèse de 1986-87.

59. Il est impossible d'avancer une estimation des échanges de produits agricoles en 1989, car on ne dispose de données que pour les céréales. On prévoit que les échanges de céréales seront de l'ordre de 205 millions de tonnes en 1989/90, soit à peu près autant qu'en 1988/89 mais moins que le record de 1984/85 (219 millions de tonnes). A eux seuls, quatre pays - Chine, Japon, République de Corée, URSS - devraient absorber presque la moitié des importations mondiales, l'URSS venant une nouvelle fois en tête, avec des importations de blé et de céréales secondaires qui, selon les prévisions, devraient atteindre 34 millions de tonnes. Il est probable que le commerce des autres grands produits agricoles restera dynamique mais, vu l'instabilité des prix de différents produits - le café en est un exemple récent - il est difficile de prévoir comment évoluera la valeur des échanges de produits agricoles en 1989.

60. Les importations de blé ne devraient augmenter que d'environ un million de tonnes en 1989/90. En effet, les disponibilités sont peu abondantes et les prix élevés. En outre, les conditions sont favorables dans beaucoup de pays importateurs en ce qui concerne les approvisionnements intérieurs en céréales et les importations sont freinées par les restrictions budgétaires dues aux problèmes d'endettement et de balance des paiements. On s'attend donc à ce que les importations des pays en développement stagnent pour la troisième année de suite.

⁸ Le dollar a perdu 4,6 pour cent vis-à-vis du DTS de 1987 à 1988, de sorte que l'augmentation de la valeur des exportations agricoles, exprimée en DTS, n'est que de 9 pour cent environ.

TABLEAU 7. VALEUR DES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS DE L'AGRICULTURE
(VEGETAUX ET ANIMAUX), DE LA PECHE ET DES FORETS, A PRIX COURANTS, 1986-88

	Valeur			Variation			Taux
							annuel de
	1986	1987	1988	1986 à 1987	1987 à 1988	1980 à 1988	variation
	(en milliards de \$)			.....	%.....	
Produits de l'agriculture	228.5	251.8	287.2	10.2	14.1	4.2	
Pays en développement	74.6	74.0	84.5	-0.7	14.1	3.1	
Pays développés	153.9	177.7	202.7	15.5	14.1	4.7	
Produits de la pêche	23.1	28.1	31.4	21.6	11.8	7.9	
Pays en développement	10.5	12.7	14.4	21.0	12.6	10.4	
Pays développés	12.2	15.3	17.0	25.4	11.1	6.9	
Produits des forêts	57.9	73.1	...	26.2	...	-6.0	
Pays en développement	7.7	10.1	...	30.2	...	-8.4	
Pays développés	50.2	63.0	...	25.5	...	-5.6	
TOTAL	309.5	353.0	...	13.8	...	2.2	
Pays en développement	92.8	96.8	...	4.0	...	2.3	
Pays développés	216.3	256.0	...	18.0	...	2.2	
Part des pays en développement	.....	%	.....		
	30.0	27.4	...				

N.B. Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des chiffres car ils ont été arrondis. Les variations, annuelles et moyennes, ont été calculées à partir de chiffres non arrondis.

Source: - FAO.

TABLEAU 8 - VALEUR DES ECHANGES DE PRODUITS AGRICOLES (VEGETAUX ET ANIMAUX)
A PRIX COURANTS, PAR REGION, 1986-88

	1986	1987	1988	Variation		Taux annuel de variation	
				De 1986 à 1987	De 1987 à 1988	De 1980 à 1988 Prix courants	Volume
.. Milliards de dollars ..							
..... %							
Pays en développement à économie de marché							
Exportations	66.1	64.3	74.1	-2.8	15.3	2.4	2.7
Importations	53.8	56.8	67.3	5.6	18.4	4.8	4.4
Afrique							
Exportations	10.2	9.0	9.2	-12.1	1.2	-0.9	-0.3
Importations	8.4	8.1	9.2	-3.6	13.9	2.0	3.6
Extrême-Orient							
Exportations	18.8	21.0	25.6	11.3	22.1	5.3	3.9
Importations	16.3	19.1	24.3	17.4	26.9	7.3	5.8
Amérique latine							
Exportations	31.2	28.0	32.5	-10.0	16.1	1.8	2.0
Importations	10.3	9.8	11.5	-4.5	17.0	2.3	2.6
Proche-Orient							
Exportations	5.3	5.7	6.3	7.8	10.8	3.9	9.6
Importations	18.1	19.0	21.5	5.0	13.2	5.8	5.5
Pays d'Asie à économie planifiée							
Exportations	8.5	9.8	10.4	15.3	6.3	10.7	10.7
Importations	5.9	8.0	10.1	35.7	26.1	5.8	5.2
Total pays en développement							
Exportations	74.6	74.0	84.5	-0.7	14.1	3.1	3.3
Importations	59.7	64.8	77.4	8.6	19.4	4.9	4.3
Pays développés à économie de marché							
Exportations	144.8	168.0	192.5	16.0	14.6	5.0	2.7
Importations	167.4	188.9	209.3	12.8	10.8	4.3	1.7
Europe orientale et URSS							
Exportations	9.1	9.7	10.3	6.9	5.5	0.3	0.6
Importations	23.4	24.3	26.8	3.8	10.5	1.7	1.4
Total pays développés							
Exportations	153.9	177.7	202.7	15.5	14.1	4.7	2.5
Importations	190.8	213.2	236.1	11.7	10.8	3.9	1.6
Monde							
Exportations	228.5	251.8	287.2	10.2	14.1	4.2	2.7
Importations	250.5	278.0	313.5	11.0	12.8	4.0	2.5
Part des pays en développement dans les échanges mondiaux de produits agricoles %						
Exportations	32.6	29.4	29.4				
Importations	23.8	23.3	24.7				

N.B. Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des chiffres car ils ont été arrondis. Les variations annuelles et moyennes ont été calculées à partir de chiffres non arrondis.

Source: FAO.

61. On prévoit que les importations de céréales secondaires seront un peu plus faibles qu'en 1988/89 car leur augmentation dans le monde en développement ne suffira pas à compenser la baisse prévue en URSS et d'autres pays européens. Les importations des pays en développement, en hausse de 3 millions de tonnes, devraient atteindre 40 millions de tonnes grâce notamment à l'augmentation de la demande d'importation en Asie et, en particulier, en République de Corée, en Arabie saoudite et en Turquie. L'Afrique ne devrait pas accroître ses importations de céréales secondaires car les perspectives de récolte sont généralement bonnes sur ce continent. Les importations de la région Amérique latine et Caraïbes resteront freinées par la cherté des prix et par les problèmes de financement.

62. On prévoit que les échanges mondiaux de riz atteindront 13,1 millions de tonnes en 1989, soit presque un quart de plus que le volume estimatif de 1988. Il est probable que l'augmentation des exportations sera essentiellement due à l'Asie (avec des expéditions records de la Thaïlande) mais les ventes de l'Amérique du Nord devraient elles aussi beaucoup s'accroître. L'augmentation des importations sera principalement le fait de pays asiatiques tels que le Bangladesh, l'Indonésie, l'Iraq et la Malaisie. Les importations de l'Afrique, déprimées en 1988, devraient augmenter de 24 pour cent.

Prix d'exportation des produits agricoles et termes de l'échange

63. Les prix d'exportation de plusieurs des principaux produits agricoles commercialisés sur le marché mondial ont continué à s'affermir au premier semestre de 1989 (Tableau 9). Déjà en hausse de 28 pour cent en 1988 par rapport à la moyenne de l'année précédente, les prix du blé ont augmenté de 19 pour cent durant la période janvier/juillet 1989 par rapport à la moyenne de 1988. Durant la même période, la hausse a été de 7,5 pour cent pour le maïs, de 15 pour cent pour le sucre (avec une forte poussée en juillet en raison des gros besoins d'importation, notamment de l'URSS) et d'environ 7-8 pour cent pour la fibre de coton et la viande de boeuf (ce qui a permis de rattraper une partie du terrain perdu en 1988). En revanche, les prix du café, dont le redressement avait été relativement modeste l'année précédente, ont nettement baissé en 1989, notamment ces derniers mois. La poursuite du repli des cours du cacao - 17 pour cent de moins en janvier-juillet 1989 que la moyenne, déjà très basse, de 1988 - préoccupe aussi les pays en développement exportateurs.

64. Comme prévu, l'affermissement global des prix de la plupart des produits agricoles en 1988 s'est soldé par une amélioration générale des termes de l'échange des produits agricoles vis-à-vis des articles manufacturés et du pétrole brut (Tableau 10). Toutefois, cette amélioration a relativement plus profité aux pays développés à économie de marché car ce sont surtout les prix des produits tempérés qu'ils exportent qui ont augmenté. Ainsi, l'Amérique du Nord et plus encore l'Océanie ont vu nettement s'améliorer termes de l'échange nets et termes de l'échange revenus en 1988. L'amélioration a été moins prononcée en Europe occidentale, et les termes de l'échange nets se sont à nouveau dégradés en Europe orientale et en URSS.

TABLEAU 9. PRIX DE CERTAINS PRODUITS A L'EXPORTATION, 1985-88

Année	Blé E.-U., blé dur d'hiver N° 2, ten. ord. en prot.	Maïs E.-U., N° 2 jaune 100% II	Riz Thaïlande 100% II	Sucre Brut, prix quotidien AIS, f.o.b.	Café Vert, AIC 1976	Fèves de cacao Exp. Royaume-Uni disponible Londres	Thé Enchères de Londres	Coton Fibre, Memphis territory	Viande de Boeuf Bangladesh Chittagong f.o.b., BWC	Argentine f.o.b., tous types
	138	112	227	90	2 932	2 255	2 074	1 572	613	2 932
	115	88	225	133	3 770	2 068	1 930	1 263	325	3 770
	114	76	244	149	2 379	1 997	1 709	1 634	389	2 379
	146	107	311	225	2 557	1 584	1 790	1 521	440	1 373
1987	114	73	263	129	2 309	1 989	1 607	1 831	415	1 678
	117	79	287	147	2 467	1 912	1 846	1 692	415	1 647
	117	82	285	162	2 548	1 939	1 926	1 686	415	1 765
	126	83	279	183	2 538	1 898	2 072	1 648	415	1 462
1988	130	87	299	213	2 536	1 973	2 128	1 604	440	1 498
	132	89	320	186	2 661	1 798	1 933	1 539	440	1 406
	125	90	313	188	2 595	1 685	1 916	1 560	440	1 301
	127	89	314	188	2 564	1 649	1 846	1 596	440	1 247
	130	89	307	196	2 565	1 707	1 707	1 660	440	1 289
	152	120	311	231	2 617	1 627	1 661	1 763	440	1 352
	152	126	315	309	2 506	1 609	1 462	1 630	440	1 178
	151	121	315	246	2 368	1 448	1 484	1 335	440	1 339
	160	122	315	224	2 509	1 237	1 645	1 337	440	1 354
	163	121	315	227	2 512	1 303	1 759	1 370	440	1 380
	164	114	315	239	2 513	1 473	1 794	1 408	440	1 673
	167	118	299	248	2 735	1 504	1 936	1 451	440	1 463
1989	175	118	285	213	2 804	1 437	1 931	1 482	440	1 578
	172	118	286	232	2 594	1 482	1 819	1 501	440	1 581
	177	118	295	254	2 585	1 409	1 772	1 542	440	1 424
	176	114	301	268	2 590	1 291	1 723	1 633	440	1 451
	176	117	325	264	2 554	1 206	1 707	1 695	440	1 380
	169	113	344	279	2 312	1 252	1 797	1 717	440	...
	169	109	...	309	1 697	1 345	1 859	1 825	440	...

Source: FAO.

TABLEAU 10. TERMES DE L'ECHANGE DES EXPORTATIONS AGRICOLES PAR RAPPORT AUX ARTICLES MANUFACTURES ET AU PETROLE BRUT, 1980-88

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	..... 1979-81=100								
<u>TERMES DE L'ECHANGE NETS</u>									
Pays développés à économie de marché	101	102	97	100	102	100	102	92	100
Amérique du Nord	101	107	98	105	114	109	97	77	89
Océanie	86	111	99	103	95	76	70	66	91
Europe occidentale	106	95	92	89	87	84	91	89	92
Europe orientale et URSS	104	101	96	98	96	90	93	82	81
Total pays développés	102	102	97	99	102	99	102	91	98
Pays en développement à économie de marché	109	94	85	89	103	92	92	78	81
Afrique	104	93	85	89	120	106	110	87	84
Extrême-Orient	106	98	80	95	105	93	79	79	87
Amérique latine	113	93	90	87	102	90	97	79	83
Proche-Orient	101	98	83	84	93	96	86	70	57
Pays d'Asie à économie planifiée	95	110	106	105	111	82	77	80	85
Total pays en développement	108	95	87	90	103	90	89	78	80
<u>TERMES DE L'ECHANGE REVENUS</u>									
Pays développés à économie de marché	105	108	100	102	109	101	102	102	113
Amérique du Nord	104	112	98	103	113	87	73	71	87
Océanie	106	110	104	96	102	107	98	89	108
Europe occidentale	105	104	99	102	108	110	124	127	133
Europe orientale et URSS	102	101	96	93	91	90	91	84	86
Total pays développés	105	108	100	101	108	100	102	101	111
Pays en développement à économie de marché	104	102	94	102	118	110	106	87	97
Afrique	105	92	86	86	103	100	109	84	81
Extrême-Orient	106	105	94	102	126	109	102	97	113
Amérique latine	104	103	94	105	118	115	106	83	92
Proche-Orient	99	113	113	115	126	107	105	98	106
Pays d'Asie à économie planifiée	105	103	103	117	142	159	181	177	180
Total pays en développement	105	102	95	103	119	113	111	94	102

Source: FAO.

65. L'amélioration globale des termes de l'échange des exportations agricoles des pays en développement est toute relative. D'une part, son ampleur est décevante compte tenu de la détérioration des années précédentes. D'autre part, l'Afrique n'a pas participé à cette amélioration et le Proche-Orient n'a pu compenser une nouvelle détérioration des termes de l'échange nets que par une forte augmentation du volume de ses exportations agricoles. De toutes les régions, c'est l'Extrême-Orient qui a le mieux tiré son épingle du jeu: ses termes de l'échange nets se sont améliorés de 10 pour cent grâce à l'affermissement des cours des céréales, notamment du riz, ainsi que des huiles végétales. Comme elle a en outre exporté plus, le pouvoir d'achat de ses exportations agricoles (termes de l'échange revenus) a augmenté de presque 17 pour cent, soit la deuxième meilleure performance des années 80. Les termes de l'échange nets et les termes de l'échange revenus se sont également améliorés dans la région Amérique latine et Caraïbes, tout en restant inférieurs de 17 pour cent et 8 pour cent respectivement à leur niveau de 1979-81. En Afrique, la dégradation des termes de l'échange nets des produits agricoles en 1988 - due notamment à l'effondrement des cours du cacao ainsi qu'à la faiblesse des prix des produits pour boisson en général - et l'incapacité d'accroître les exportations agricoles ont à nouveau réduit le rôle économique de ces exportations dans la région⁹. En 1979-81, les recettes tirées de ces exportations permettaient à l'Afrique d'acheter 19 pour cent d'articles manufacturés et de pétrole brut de plus qu'en 1988.

AIDE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE

66. On ne dispose pas encore d'autres renseignements sur les engagements publics d'aide extérieure à l'agriculture et sur les décaissements que ceux figurant aux tableaux 11 et 12 du document C 89/2 (Situation de l'alimentation et de l'agriculture) et aux tableaux 12.1 et 12.2 du document C 89/18 (Ajustement agricole international). L'estimation des engagements publics en faveur de l'agriculture (au sens large) pour 1987 reste de 13,4 milliards de dollars à prix courants (7,3 milliards aux prix de 1975), dont 70 pour cent à des conditions de faveur et 58 pour cent de source multilatérale.

67. La Banque mondiale a annoncé le 1er juin 1989 qu'elle avait adopté des directives concernant la réduction de la dette et du service de la dette des pays lourdement endettés. La réduction de la dette devrait désormais jouer un rôle majeur dans les plans de financement à moyen terme de ces pays. La Banque octroiera des prêts aux pays lourdement endettés ayant adopté des politiques et programmes d'ajustement à moyen terme en vue de réduire leur dette ou d'accroître leurs possibilités de crédits. Les sommes affectées à la réduction de la dette seront déterminées cas par cas, mais on prendra pour base environ 25 pour cent du programme de prêts à l'ajustement du pays concerné sur trois ans.

PECHES

Production en 1988

68. Après une pause en 1987, la production mondiale des pêches a recommencé à beaucoup augmenter en 1988, comme elle n'a pratiquement jamais cessé de le faire depuis le milieu des années 70. Selon les chiffres communiqués par les principaux pays producteurs, elle a ainsi dépassé 96 millions de tonnes, soit environ 3,8 millions de tonnes (4 pour cent) de plus que l'année précédente, et beaucoup plus que ce que l'on prévoyait (Tableau 11).

⁹ Les fèves de cacao entrent pour environ 17 pour cent dans les exportations africaines de produits de l'agriculture, des pêches et des forêts.

69. Une fois encore, ce sont les petites espèces pélagiques du sud-est du Pacifique qui ont le plus contribué à l'accroissement des captures. En 1987, ces pêcheries avaient souffert du courant El Niño. En 1988, la production du Chili, de l'Equateur et du Pérou s'est accrue d'environ 1,5 million de tonnes. Par ailleurs, en Chine, la production a continué à beaucoup augmenter; elle s'est accrue d'un million de tonnes, ce qui l'a portée au niveau record de 10,4 millions de tonnes. La production des deux autres grands producteurs mondiaux, le Japon et l'URSS, est restée aussi élevée que les années précédentes (11,9 et 11,3 millions de tonnes respectivement). En Amérique du Nord, la production des Etats-Unis a légèrement dépassé son record (5,7 millions de tonnes, de l'année précédente et les captures canadiennes, en hausse de plus de 230 000 tonnes, ont atteint le niveau sans précédent de 1,7 million de tonnes.

70. Les captures ont également été en hausse dans d'autres pays et régions. Selon des données encore provisoires, la production des pays africains a globalement continué à progresser, mais lentement, et celle des pays asiatiques a augmenté. Tel a notamment été le cas de l'Inde (4 pour cent) de l'Indonésie (10 pour cent) et de la Thaïlande (8 pour cent). La production de la Nouvelle-Zélande, stimulée par les entreprises mixtes, a continué à augmenter rapidement; les captures se sont accrues de 12 pour cent. Exception faite du Danemark, dont les prises ont augmenté de 13 pour cent, la production de la Communauté européenne est restée du même ordre que ces dernières années.

71. Par suite principalement de l'augmentation des captures de petites espèces pélagiques, le surcroît de production de 1988 a surtout servi à fabriquer de la farine; le prix très favorable de la farine de poisson par rapport à la farine de soja et le bas niveau des stocks ont stimulé la production de farine de poisson, en hausse d'environ 400 000 tonnes. Les quantités de poisson disponibles pour l'alimentation directe de l'homme ont continué à augmenter en 1988, mais seulement de 2 pour cent, c'est-à-dire beaucoup moins que l'ensemble des captures (Tableau 12).

Echanges commerciaux en 1988

72. La pénurie de certaines espèces importantes et le dynamisme de la demande se sont soldés par une hausse des prix et une augmentation de la valeur des échanges internationaux qui, selon les données actuellement disponibles, ont nettement dépassé 31 milliards de dollars, soit environ 12 pour cent de plus qu'en 1988 (Tableau 13). Les pays en développement ont exporté pour plus de 14 milliards de dollars de produits de la pêche, soit deux fois plus qu'en 1984.

73. En 1988, les Etats-Unis sont devenus le premier exportateur mondial de produits de la pêche. Compte tenu des 220 millions de dollars E.-U. correspondant aux transbordements sur des bateaux étrangers dans le nord du Pacifique, les exportations de ce pays ont augmenté de 30 pour cent et leur valeur a dépassé 2,4 milliards de dollars. Les ventes des deux grands autres exportateurs, le Canada et le Danemark, ont aussi beaucoup augmenté.

TABLEAU 11. CAPTURES DE POISSONS, CRUSTACÉS ET MOLLUSQUES (TOUS ORGANISMES AQUATIQUES)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Variation de 1987 à 1988	Taux annuel de variation de 1981 à 1988
..... milliers de tonnes.....								 %	
Monde	74 778	76 063	77 597	83 711	85 988	92 349	92 693	96 480	4.1	3.7
Captures dans les eaux intérieures	8 150	8 512	9 279	9 900	10 585	11 388	12 192	13 500	10.7	7.3
Captures des pêcheries maritimes	66 628	68 351	68 318	73 811	75 403	80 961	80 501	82 980	3.1	3.3
par principaux producteurs										
Japon	10 740	10 827	11 255	12 021	11 409	11 976	11 841	11 950	0.9	2.2
URSS	9 566	9 991	9 817	10 593	10 523	11 260	11 160	11 310	1.3	2.2
Chine	4 377	4 927	5 213	5 927	6 779	8 000	9 346	10 359	10.8	11.9
Etats-Unis	3 766	3 987	4 257	4 813	4 765	4 943	5 736	5 748	0.2	6.1
Chili	3 394	3 673	3 978	4 499	4 804	5 572	4 814	5 146	6.9	8.3
par grands groupes d'espèces										
Poissons d'eau douce divers	5 451	5 679	6 258	6 613	7 334	7 944	8 521	...	...	...
Morues, merlus, églefins	10 653	10 982	11 223	12 258	12 451	13 535	13 703	...	...	...
Rascasses, perches de mer, congres	5 295	5 402	4 984	5 448	5 208	5 994	5 732	...	...	...
Chinchards, mullets, balaous	8 057	7 808	7 967	8 562	8 013	7 182	7 866	...	...	...
Harengs, sardines, anchois	16 920	17 867	17 503	19 619	21 101	23 968	22 227	...	...	...
Thons, pélamides, marlins	2 649	2 796	2 967	3 145	3 179	3 427	3 442	...	...	...
Poissons marins divers	8 107	8 005	8 194	8 426	8 773	9 510	9 622	...	...	...
Maquereaux, thyrsites, trichiures	3 885	3 852	3 674	4 268	3 828	4 018	3 648	...	...	...
Crevettes	1 637	1 714	1 791	1 865	1 980	2 002	2 028	...	...	...
Carpes, barbeaux et autres cyprinidés	707	749	830	880	920	1 019	1 059	...	...	...
Saumons, truites et éperlans	901	838	956	914	1 121	1 044	1 033	...	...	...

Source: FAO, Département des pêches.

TABIEAU 12. UTILISATION DES CAPTURES

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Variation de 1987 à 1988	Taux annuel de variation de 1981 à 1988
..... milliers de tonnes.....								 %	
Captures mondiales	74 777	76 863	77 598	83 710	85 988	92 349	92 693	96 480	4.1	3.7
Consommation humaine	55 058	55 325	56 530	59 406	60 715	65 514	67 115	68 380	1.9	3.2
Marée fraîche	15 323	14 301	14 731	15 446	16 112	19 235	20 187	...	...	...
Congélation	17 165	18 661	18 862	20 156	20 388	21 784	22 107	...	...	...
Séchage, salage, fumage, etc.	11 539	11 653	11 832	12 193	12 745	13 045	13 191	...	...	...
Conserves	11 031	10 710	11 105	11 611	11 470	11 450	11 630	...	...	...
Autres utilisations	19 719	21 538	21 068	24 304	25 273	26 835	25 578	...	...	...
Traitement industriel	18 979	20 788	20 268	23 404	24 273	25 835	24 578	...	...	...
Utilisations diverses	750	750	800	900	1 000	1 000	1 000	...	...	...

Source: FAO, Département des pêches

TABLEAU 13. COMMERCE DES PRODUITS DE LA PECHE

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	Variation de 1987 à 1988	Taux annuel de variation de 1981 à 1988
..... millions de dollars E.-U.										
Monde	16 067	15 556	15 887	16 210	17 327	23 057	28 080	31 389	11.8	10.6
Exportations	16 660	16 801	17 097	17 171	18 559	24 195	30 552	34 695	13.6	11.6
Importations	6 708	6 740	6 780	7 160	7 677	10 518	12 751	14 361	12.6	12.1
Total pays en développement	2 705	2 630	2 562	2 451	2 464	3 027	3 732	4 554	22.2	8.4
Exportations	9 358	8 815	9 107	9 050	9 650	12 238	15 329	17 028	11.1	9.5
Importations	13 955	14 171	14 535	14 720	16 095	21 168	26 820	30 141	12.4	12.2
Grands exportateurs										
Canada	1 261	1 300	1 277	1 272	1 359	1 752	2 092	2 187	4.5	8.6
Etats-Unis	1 163	1 068	1 048	1 003	1 162	1 481	1 836	2 442	33.0	12.1
Denemark	940	901	928	899	953	1 341	1 751	1 854	5.9	11.3
Chine (province de Taïwan)	771	680	780	825	956	1 422	1 674	...	...	...
Corée (Rép. de)	839	764	740	782	797	1 171	1 506	1 784	18.5	12.8
Norvège	1 002	888	978	903	922	1 171	1 475	1 606	8.9	7.9
Thaïlande	412	482	545	633	675	1 012	1 261	1 631	29.3	22.4
Grands importateurs										
Japon	3 793	4 028	4 015	4 207	4 744	6 594	8 308	10 664	28.4	31.0
Etats-Unis	2 988	3 175	3 621	3 702	4 052	4 785	5 662	5 389	-4.8	9.1
France	1 043	1 036	1 050	976	1 040	1 510	2 022	2 043	1.0	11.5
Italie	720	753	735	742	985	1 265	1 738	1 918	10.4	16.0
Royaume-Uni	994	885	911	875	941	1 216	1 387	1 577	13.7	7.5
Espagne	481	526	398	390	412	722	1 322	1 503	13.7	23.0
Allemagne (Rép. féd. d')	819	823	831	801	820	1 113	1 270	1 384	9.0	8.4
..... %										
Exportations en pourcentage des captures	9.0	8.9	8.7	8.6	8.9	11.4	13.8	14.9		
Pays en développement	12.5	11.6	11.7	10.8	11.2	13.3	16.5	17.6		
Pays développés										

Source: FAO, Département des pêches.

74. Le Japon est resté, et de loin, le premier importateur mondial de produits de la pêche. En valeur, ses achats ont augmenté de 28 pour cent et représenté presque le tiers des échanges mondiaux dans ce secteur. Les importations des Etats-Unis ont diminué, tant en volume qu'en valeur, tandis que celles de la France, en hausse de plus de 12 pour cent, ont représenté plus du double de la valeur des importations de ce pays au début des années 80.

Evaluation et perspectives

75. Dans les années 80, les captures mondiales ont augmenté en moyenne de 3,8 pour cent par an, soit presque deux fois plus vite que durant la décennie précédente, époque à laquelle on avait pensé que la production était proche d'un palier.

76. Cette accélération tient à plusieurs facteurs. De 1981 à 1988, la production s'est accrue d'environ 22 millions de tonnes. Cette augmentation est imputable, pour un quart environ, à la Chine dont la production a été en hausse dans tous les secteurs et surtout dans celui de l'aquaculture continentale qui, en 1988, a produit 2,7 millions de tonnes de plus qu'en 1982 grâce à l'expansion de cette activité et, surtout, à l'amélioration des rendements. Ces derniers sont passés, en moyenne, de 0,3 tonne à l'hectare à plus de 1,0 tonne.

77. Autre facteur important: le net redressement des captures de petites espèces pélagiques, notamment dans le sud-est du Pacifique, même si ces captures, caractérisées par de très fortes fluctuations, n'ont fait que retrouver leur haut niveau du début des années 70.

78. Les captures de lieu de l'Alaska, notamment par les Etats-Unis et l'URSS, ont aussi joué un grand rôle dans la croissance de la production mondiale. L'augmentation a été plus lente, mais importante en valeur, pour des espèces telles que les crevettes, les encornets et les mollusques.

79. On peut s'attendre à une légère expansion des captures de poisson de mer sous réserve d'un bon aménagement des pêcheries. Des règles rigoureuses doivent être appliquées pour éviter qu'une partie des captures se perde et que les stocks soient surexploités. A long terme, c'est toutefois surtout sur l'expansion de l'aquaculture qu'il faudra compter pour une croissance viable de la production. Il semble en particulier que la production de ce secteur pourrait encore beaucoup augmenter en Chine qui assure déjà plus de la moitié de la production aquacole mondiale. Il est à l'évidence encore possible d'accroître les rendements et les superficies. L'alimentation des poissons risque d'être le principal problème. L'aquaculture consomme de plus en plus de farine de poisson. Selon les estimations, elle a utilisé en 1988 environ 650 000 tonnes de farine de poisson de qualité supérieure, fabriquée avec plus de trois millions de tonnes (en poids vif) de poisson.

80. La vigueur de la demande, la pénurie de beaucoup d'espèces très recherchées et la hausse des prix devraient stimuler la production et les échanges commerciaux en 1989 et 1990. Le marché de la farine de poisson est

dynamique et devrait jouer un rôle important. Selon les estimations, il faudra en 1989 un million de tonnes de poisson de plus pour augmenter de 200 000 tonnes la production de farine et accroître de 20 pour cent les exportations.

FORETS

Production et échanges en 1988

81. En 1988, la production mondiale de bois rond a été de 3 milliards 418 millions de m³. Le bois de feu est resté le premier produit forestier avec 1 milliard 758 millions de m³ (Tableau 14). Les pays en développement ont produit 1 milliard 475 millions de m³ de bois de feu, soit 80 pour cent de leur production de bois rond, ce qui leur a permis de couvrir 18 pour cent environ de leurs besoins d'énergie. Dans certains pays africains, de 80 à 85 pour cent de l'énergie provient du bois.

82. En 1988, le secteur de la pâte et du papier s'est une fois encore montré très dynamique. Les records de production et de consommation ont été battus et l'utilisation de la capacité a été très élevée. En outre, les investissements dans ce secteur ont continué à beaucoup augmenter, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Toutefois, on s'attend à ce que l'expansion de la capacité de production de pâte et de papier d'ici 1992 soit nettement plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés: 4,5 pour cent par an, contre une croissance mondiale de 2,2 pour cent par an.

83. Les industries mécaniques du bois ont été tributaires de l'évolution du secteur du logement. En Amérique du Nord, la diminution des mises en chantier a mis fin à l'expansion régulière des sciages et panneaux. A l'inverse, l'amélioration du secteur du logement en Europe, après des années de stagnation, a porté la consommation de sciages de conifères au niveau record de 72 millions de m³. Au Japon, l'activité a un peu ralenti dans le secteur du logement mais la forte appréciation du yen a continué à stimuler la consommation de produits importés des pays tempérés et des régions tropicales, tandis que la production nationale a diminué.

84. En 1988, les exportations de produits transformés tels que sciages et contre-plaqués ont légèrement augmenté (1,5 pour cent) tandis que celles de grumes ont fléchi car les pays producteurs s'efforcent de développer leur industrie forestière afin d'accroître leurs recettes d'exportation, de créer des emplois et de stimuler le progrès économique.

85. Au Japon, conformément à la tendance de ces dernières années et à la politique commerciale actuelle, la part des produits tropicaux transformés dans les importations a augmenté. Les importations japonaises de sciages tropicaux se sont ainsi accrues d'environ 19 pour cent et celles de contre-plaqués tropicaux de 13 pour cent environ, tandis que les importations de grumes ont diminué de 15 pour cent. En Europe, la demande de produits tropicaux a continué à faiblir car on tend à privilégier les essences de la zone tempérée pour des raisons à la fois de prix et de sécurité des approvisionnements. On estime que les échanges mondiaux de produits du bois tropicaux sont restés stables en 1988, aux alentours de 7,3 milliards de dollars E.-U.

TABLEAU 14. PRINCIPAUX PRODUITS FORESTIERS - PRODUCTION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET DES PAYS DEVELOPPES, 1986-88

	Production			Variation de 1987 à 1988	Taux annuel de variation de 1981 à 1988
	1986	1987	1988		
	.....millions de m ³.....			.....	..... % .....
BOIS ROND	3 254	3 352	3 418	2.0	2.0
Pays en développement	1 781	1 819	1 860	2.2	2.1
Pays développés	1 473	1 533	1 558	1.6	1.9
<u>Bois de feu et charbon de bois</u>	1 678	1 719	1 758	2.2	2.2
Pays en développement	1 413	1 444	1 475	2.1	2.2
Pays développés	264	275	283	2.8	2.4
<u>Bois d'oeuvre et d'industrie</u>	1 577	1 633	1 660	1.6	1.7
Pays en développement	368	375	385	2.7	1.7
Pays développés	1 208	1 258	1 275	1.3	1.8
PRODUITS TRANSFORMES					
<u>Sciages et traverses</u>	482	502	504	0.4	1.5
Pays en développement	106	110	112	1.4	2.8
Pays développés	375	392	392	0.1	1.1
<u>Panneaux</u>	118	122	125	2.9	2.8
Pays en développement	20	22	23	6.3	6.6
Pays développés	98	100	102	2.1	2.1
	.. millions de tonnes ..			.....	..... % .....
<u>Papiers et cartons</u>	202	213	220	3.7	3.3
Pays en développement	29	32	33	3.2	6.7
Pays développés	172	181	187	3.4	2.8
<u>Pâte à papier</u>	147	152	159	4.5	2.7
Pays en développement	19	20	21	7.3	5.9
Pays développés	128	133	138	4.1	2.3

Source: FAO, Département des forêts

86. Aux Etats-Unis, alors que le marché intérieur a été morose, les exportations de produits du bois ont, grâce notamment à l'affaiblissement du dollar, augmenté d'environ 35 pour cent par rapport à 1987, ce qui les a portées à 5,3 milliards de dollars. L'accord de libre-échange récemment conclu entre les Etats-Unis et le Canada entraînera au cours des prochaines années une réduction des droits de douane, déjà très faibles, appliqués à différents produits.

Surtaxe sur les importations

87. La pression démographique de plus en plus forte - qui entraîne un recul des forêts devant l'agriculture - et la dépendance à l'égard du bois de feu sont considérées comme la principale cause de déforestation des tropiques humides. L'exploitation commerciale du bois ne joue qu'un rôle limité, même si l'ouverture de nouvelles routes pour l'extraction des grumes facilite l'arrivée de colons. Beaucoup de pays sont de plus en plus conscients que la forêt est un atout majeur pour leur développement et qu'il faut l'aménager de manière à lui conserver durablement sa valeur économique et écologique. Certaines associations de négociants en bois suggèrent d'instituer une surtaxe sur les importations de bois tropicaux; les recettes serviraient à financer des projets visant à aménager les forêts en vue d'un rendement soutenu. Cette formule serait d'application difficile et risquerait d'avoir un impact négatif sur les échanges.

88. Il est certes souhaitable d'accroître les ressources disponibles pour aménager les forêts tropicales mais les propositions visant à limiter les échanges (par exemple, embargo) sont contestables car elles vont à l'encontre des objectifs des négociations commerciales multilatérales en cours (cycle d'Uruguay), à savoir la libéralisation la plus complète possible du commerce des produits provenant des ressources naturelles. En outre, en créant des obstacles au commerce international des produits des forêts tropicales, on risque en fait de nuire à l'aménagement durable de ces forêts car les pays producteurs verraient diminuer la rentabilité des investissements consentis pour leur aménagement. L'emploi et les revenus des populations locales risqueraient aussi d'en souffrir. Comme seuls quelques pays tropicaux sont actuellement capables de gérer sur une grande échelle leurs forêts tropicales humides en vue d'une production viable de bois, il est urgent de fournir des apports techniques et financiers supplémentaires afin d'accroître substantiellement la superficie des forêts effectivement aménagées.

Menaces sur l'Amazonie

89. Depuis quelque temps, l'opinion publique s'émeut, dans le monde entier, de la destruction de la forêt amazonienne. La déforestation, même s'il n'est pas encore prouvé qu'elle contribue au réchauffement de notre planète et aux variations de notre climat, suscite d'autant plus d'inquiétude qu'on craint qu'elle n'ait des effets irréversibles. On s'inquiète aussi de l'appauvrissement génétique qu'elle entraîne ainsi que de son impact socio-économique sur les populations autochtones. Dans les pays qui se partagent l'Amazonie, de même que dans les pays industrialisés, les mouvements écologistes ont beaucoup contribué à sensibiliser l'opinion publique et les milieux politiques aux menaces qui pèsent ainsi sur l'environnement.

90. Les gouvernements des pays de la sous-région ont adopté le 6 mai 1989 une déclaration qui vise à promouvoir des actions concertées et la coopération dans le cadre du traité de l'Amazonie. Dans cette déclaration, ils s'engagent à conserver et aménager durablement les forêts et autres ressources naturelles du bassin de l'Amazone au profit des communautés locales. Ils soulignent aussi que ces efforts nationaux doivent être soutenus par une intensification de la coopération internationale et une amélioration de la situation économique mondiale.

91. Des mesures ont déjà été prises au niveau national. Le Brésil a adopté un programme appelé "Notre nature" qui est supervisé par un comité interministériel de coordination et exécuté par un nouvel organisme, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables. La FAO, dont l'assistance a été sollicitée, appuie ce programme en aidant à la planification de l'utilisation des terres, clé d'un bon aménagement. Certains autres pays du bassin de l'Amazone - Bolivie, Colombie, Guyana, Pérou - sont en train de formuler ou d'adopter des plans nationaux d'action dans le cadre du Plan d'action forestier tropical; ces plans comportent des programmes spécifiques de conservation et d'aménagement de la forêt amazonienne.

92. Le Plan d'action forestier tropical mobilise désormais plus de 60 pays. Des plans d'action forestiers nationaux ont été établis par huit pays et présentés à des tables rondes internationales afin d'obtenir des fonds pour leur application.

Les forêts en Europe

93. En mai 1989, le Conseil des Communautés européennes a adopté un programme d'action forestière coordonnée, axé sur quatre grands objectifs: protection des forêts; promotion de la foresterie dans le développement des régions rurales et défavorisées; production et commercialisation des produits forestiers; boisement des terres produisant des excédents agricoles. Pour assurer la coordination, on a créé un comité permanent et un système d'information. Le secteur forestier est important dans la Communauté puisqu'on estime qu'il emploie plus de deux millions de personnes. Les forêts couvrent environ 20 pour cent du territoire et produisent chaque année quelque 115 millions de m³ de bois rond. La production intérieure couvre la moitié environ de la consommation annuelle des Etats Membres de la Communauté.